

# Tribune libre

## Intervention de Xavier Mathieu (Continental-Clairoix) à la fête de l'humanité.

"Tout d'abord je tiens à remercier les Amis de l'Humanité de nous avoir offert cette tribune pour parler de la lutte des 1120 travailleurs de Continental-Clairoix.

Cette lutte, démarrée le 11 mars dernier, n'est aujourd'hui malheureusement toujours pas terminée. Elle a pris un nouvel élan avec la condamnation de 6 d'entre nous par le tribunal de Compiègne à de lourdes peines. Cette condamnation infamante, qui vise à présenter comme des voyous les travailleurs qui défendent leur droit à la vie, est une basse vengeance de la part du gouvernement et de l'Etat pour les reculs que les travailleurs de Continental en lutte leur ont imposé, à eux et à nos patrons. Mais ce jugement est aussi une menace contre l'ensemble du mouvement ouvrier, ses militants et les travailleurs dans les manifestations et grèves du futur. En effet, ce jugement réinstaura la loi anticasseurs abrogée en 1981. En effet, alors qu'il y avait présents plusieurs centaines de manifestants, on a pris 6 salariés désignés par la direction de Continental, pour leur faire supporter, à eux six, l'ensemble des dégâts, évalués de façon totalement fantaisiste pour aboutir à des sommes considérables.

Nous savons que le public de la fête de l'Humanité, militants ou sympathisants communistes, militants ou sympathisants de gauche ou d'extrême gauche, syndicalistes, comprendront que ce combat contre la répression anti-ouvrière est notre combat commun et qu'il va falloir le mener ensemble au coude à coude. Il en va des droits des travailleurs et de la garantie des libertés publiques pour les luttes d'aujourd'hui et de demain.

Et je voudrais aussi en profiter pour faire en préalable une mise au point par rapport aux polémiques publiques, parfois vives et rudes, qui ont pu être rapportées ici ou là. Notre combat contre les licenciements est et a été un combat dur, où dès le départ nous avons eu à affronter les attaques d'un groupe très puissant, la multinationale Continental, 150 000 salariés dans le monde, avec à ses côtés le gouvernement, l'Etat, la justice, en France et en Allemagne. Nous avons pu bénéficier du soutien et de la sympathie de très nombreux travailleurs dans le pays. Nous avons eu également le soutien et l'appui de nombreux élus locaux communistes, socialistes, de gauche ou simplement attachés à la cause de notre combat. Et, face à la répression et au procès que voulait nous faire l'Etat, tous les partis de gauche et d'extrême gauche ont répondu présents quand nous les avons sollicités, en nous apportant leur soutien public par la voix ou la présence de leurs dirigeants nationaux : parti communiste, parti socialiste, Lutte Ouvrière, NPA, parti de gauche et enfin les Verts. Et je peux vous dire que tous les travailleurs rassemblés dans nos assemblées générales et nos manifestations ont été très sensibles à ce soutien. Ce qui a été insupportable pour les 1120 travailleurs et tous les militants syndicaux des cinq confédérations syndicales représentées dans l'usine, c'est l'absence de réponse et le silence absolu de l'ensemble des dirigeants des confédérations CGT-CFDT-FO-CFTC-CFE-CGC à l'appel pressant que nous leur avons fait et refait par écrit. Et cela, alors que plusieurs d'entre nous risquaient, et risquent toujours dans l'appel que nous avons introduit, des peines de plusieurs années de prison ferme. Ce silence est d'autant plus incompréhensible et injustifiable que, de leur côté, les syndicats allemands, dont IG-BCE regroupant plus d'un million de syndiqués, nous ont apporté leur soutien constant, ce qui a été décisif dans l'issue de notre combat. Et cela malgré leurs divergences avec certaines de nos actions, y compris ce qui s'était passé à la sous-préfecture de Compiègne.

Voilà ce qui peut expliquer les tensions du passé. Ce que nous espérons, c'est que le rassemblement pour la défense des droits ouvriers et des libertés publiques pourra se mener, cette fois avec les confédérations syndicales, en plus des partis de gauche et des associations attachées aux libertés. Nous leur avons demandé une nouvelle fois, nous espérons encore une réponse positive.

Si la lutte des 1120 travailleurs de Continental a fait la une de l'actualité pendant plus de quatre mois, si des centaines de milliers de travailleurs dans le pays et au-delà l'ont suivie avec sympathie, c'est qu'il ne s'est pas passé de semaines sans que nous soyons mobilisés massivement, toujours à plus de 500, souvent à 800 et même à plus de 1000, pour réclamer notre dû. Oui, je le dis sans avoir la grosse tête, mais parce que c'est la vérité, nous sommes fiers d'avoir relevé le gant et d'avoir montré que les travailleurs pouvaient et savaient se battre face aux agressions patronales. La lutte des travailleurs de Continental est malheureusement restée isolée. Pourtant nous savons que seule une lutte commune, nous rassemblant par dizaines de milliers, et même beaucoup plus, pourrait être en mesure de mettre en échec les plans

patronaux en leur imposant par la force, le seul moyen réaliste, l'interdiction des licenciement collectif et la réquisition de la fortune amassée par les actionnaires pour garantir le salaire et l'emploi de tous. A chaque fois, nous avons tout fait pour tendre la main aux autres travailleurs. Malheureusement nous avons été réduits au bout du compte à nos seules forces et nous avons dû fixer les objectifs maximums qu'une lutte de 1120 travailleurs pouvait obtenir. Et ces objectifs nous les avons atteints, à cent pour cent, et de cela aussi, je dois vous le dire, nous sommes fiers : pour l'emploi, nous avons obtenu le maintien de tous les contrats de travail pendant 27 mois au-delà des dates de licenciements prévus dans le plan de la direction, jusqu'en 2012. C'est à dire que nous avons contraint la direction internationale de Continental à respecter les engagements qu'elle avait pris en 2007. Nous avons obtenu que les salariés de plus de cinquante et un ans demi, soient amenés à la retraite par des garanties spécifiques. Et enfin, ce qui a fait le plus de bruit, mais qui n'était pas à la une de nos revendications, nous avons obtenu au titre de l'indemnisation, en plus du doublement de l'indemnité conventionnelle, une prime de 50 000 euros pour tous les salariés, y compris pour ceux embauchés le jour de l'annonce de la fermeture de l'usine. Ce qui fait une moyenne de 80 000 euros par salarié et jusqu'à 100 000 pour les ouvriers de fabrication les plus anciens et 150 000 euros pour les techniciens et la petite maîtrise.

Pour en arriver là il a fallu beaucoup de ténacité et l'unité sans faille du personnel. Nous sortions d'une situation difficile, faite de chantage permanent à l'emploi. Dans un climat de démoralisation où la CFTC majoritaire et la CFE-CGC avaient signé un accord de retour aux 40 heures, en abandonnant les 35 heures en échange de la garantie de l'emploi jusqu'en 2012.

A l'annonce de la fermeture, le personnel se sentant trahi et voulant se battre, il nous est revenu à nous, la CGT, pourtant jusque-là minoritaire, de nous retrouver à la tête de la lutte. Mais nous avons refusé d'en faire une bagarre de boutique, conscients qu'il fallait, pour avoir une chance de succès, veiller à rassembler les 1120 salariés de l'usine dans un combat commun, quelle que soit leur étiquette et leur catégorie. D'ailleurs sans cette démocratie totale et permanente, sans imposer que notre combat soit le combat de tous, jamais nous n'aurions pu arriver là où nous sommes parvenus.

De mars à juillet il y eut une assemblée générale du personnel tous les jours. C'est là où toutes les décisions ont été prises devant 600 personnes au minimum et jusqu'à 800 et 900 personnes, soit à chaque fois la majorité des salariés de l'usine. La direction a tout fait pour briser cette unité, en vain. Elle a même fini par tenter le tout pour le tout en fermant l'usine par un lock-out à partir du 22 avril. Rien n'y a fait, les assemblées générales quotidiennes ont continué. Mais pour que pour cette lutte soit l'affaire de tous, pour la diriger, l'organiser, la mise sur pied d'un comité de lutte a été proposée, réunissant syndiqués et non-syndiqués, élus par l'assemblée générale et sous son contrôle, s'engageant à proposer des actions, soumises à l'approbation de cette même assemblée. Ce comité de lutte a réuni plus de 80 personnes, dont la quasi-totalité des responsables des syndicats y compris les cadres. Et c'est ainsi, sous la direction incontestée du comité de lutte, qu'a été construit une unité syndicale sans faille, au grand désespoir de la direction et du gouvernement, même s'il y eut, comme c'est normal, des divergences tranchées démocratiquement par les assemblées du personnel.

Et c'est grâce à cette organisation qu'ont pu être mis sur pied toutes les manifestations en particulier les plus délicates et les plus éloignées. Je ne vais pas les énumérer ce serait fatigant et sans intérêt aujourd'hui. Plus de trente au total. Un des moments le plus fort est d'avoir décidé de tendre la main à nos camarades allemands, car la fermeture de l'usine de Stöcken, 800 salariés, près de Hanovre en Allemagne avait été annoncée en même temps que celle de Clairoux. Les syndicats allemands nous ont répondu d'accord pour une manifestation commune à Hanovre contre les licenciements. Ils ont maintenu leur accord malgré les incidents à la sous-préfecture de Compiègne. Et plus de mille travailleurs de Clairoux, avec des banderoles franco-allemandes se sont rendus là-bas par train spécial, pour rejoindre près de quatre mille manifestants qui nous attendaient à la gare et affirmer ensemble la solidarité internationale des travailleurs par delà les frontières artificielles que nos dirigeants essayent de dresser entre nous. Les syndicats allemands, leurs fédérations, et la confédération DGB étaient présents ce jour là, pour la première manifestation internationale de ce genre depuis Renault Wilvorde en 1996. Malheureusement, il y avait des absents de marque, les fédérations et confédérations françaises.

Quant au prétendu saccage de la sous-préfecture qui avait eu lieu deux jours avant, cette explosion spontanée de colère était due au refus de l'Etat de tenir ses engagements de mettre sur pied une négociation tripartite, Continental-Etat-salariés, et au jugement honteux du tribunal de Sarreguemines qui déboutait les salariés en déclarant que Continental avait le droit de violer les lois. Mais il aura fallu cette colère pour que, moins de deux heures après, le porte-parole du gouvernement annonce la mise sur pied de la négociation promise depuis six semaines.

Il aura fallu encore bien des manifestations pour arriver au but. En particulier il aura fallu que nous allions à près de 700 occuper l'autre usine française de Continental pour avoir le rendez-vous pour une négociation avec la direction internationale du groupe à Hanovre et pour que s'enclenche le processus des reculs. La négociation nous l'avons imposée avec un réel rapport de force et c'est pourquoi la direction de Continental a accepté de donner satisfaction à nos revendications.

Dans l'accord signé par les trois parties, il y avait l'engagement réciproque d'abandonner toutes les poursuites engagées les uns contre les autres. Malgré cela et les promesses solennelles du ministère de la Justice, la procureure a requis des peines sévères et l'Etat s'est porté partie civile en réclamant de sommes énormes, et cela au nom d'une responsabilité collective qui n'existe pas dans la loi.

Ce qui gêne le gouvernement c'est que la lutte des Continental a montré à tous les travailleurs de ce pays que la lutte paye, à partir du moment où elle est menée démocratiquement et avec détermination. Ils voudraient faire un exemple. Eh bien nous leur avons montré que nous ne lâchions pas prise, malgré les vacances et six mois de lutte, nous étions encore plus de 600, lundi dernier à l'assemblée qui a décidé d'agir pour soutenir notre appel et participé massivement à la manifestation à la Bourse à Paris le 17 septembre.

Certains nous reprochent de ne pas nous être pas battus pour l'emploi. C'est un grossier mensonge, l'emploi nous l'avons protégé pour 27 mois et pour 1120 salariés. Bien des salariés des entreprises, même à forte implantation syndicale, voudraient bien avoir cette garantie écrite que personne ne soit licencié avant 27 mois en particulier les centaines de milliers d'intérimaires qui ont été jetés à la rue du jour au lendemain depuis des mois. Ce ne sont pas les militants du terrain, confrontés avec cette dure réalité, qui vont nous dire le contraire. Ils font ce qu'ils peuvent, comme on dit, avec les moyens du bord.

Pendant notre lutte Continental a fermé deux autres usines en France, Rambouillet et Asnières en région parisienne. Les travailleurs n'ont pratiquement rien eu. Je suis un militant syndical depuis bien longtemps, je sais que faire face aux agressions patronales c'est très dur, et encore plus quand il faut se battre contre les licenciements. Renault a pu fermer Billancourt, l'ancienne citadelle ouvrière et ses 25 000 salariés, fief de notre syndicat, sans pouvoir l'empêcher.

Pour sortir de l'impasse et empêcher les licenciements, je ne crois pas qu'on puisse l'obtenir en réclamant au patronat et au gouvernement Sarkozy une autre politique industrielle. Les patrons continueront à mener celle qui leur rapporte le plus, mais il faudra leur arracher par la lutte l'interdiction réelle de tous les licenciements collectifs. Pour y arriver, il nous faudra briser l'isolement dramatique des luttes entreprise par entreprise, secteur par secteur, il nous faudra être nombreux, très nombreux, réunis dans une lutte commune, avec la détermination de la mener jusqu'au bout, jusqu'à la victoire. Car le seul argument que nos patrons comprennent, c'est la trouille que nous pouvons leur inspirer. C'est bien pourquoi d'ailleurs, aux côtés d'autres travailleurs, en particulier ceux du secteur automobile, avec les camarades de Goodyear qui sont à l'origine de cette initiative, et qui y viendront très nombreux, nous participerons à plusieurs centaines à la manifestation du 17 septembre à la Bourse contre les licenciements et contre la répression anti-ouvrière, et pour l'arrêt des poursuites contre les 6 condamnés de Continental. Nous espérons que beaucoup nous y rejoindront.

Et il est bien évident que face à la situation difficile à laquelle nous sommes confrontés, nous appelons à la solidarité sous toutes ses formes, y compris la solidarité financière pour nous aider à faire face aux demandes exorbitantes de l'Etat. Merci d'avance.

Vive la lutte et la solidarité de tous les travailleurs"